

**Le projet de loi sur  
l'université  
luxembourgeoise enfin sur  
la sellette du parlement:  
Une architecture  
intéressante, mais dont les  
structures sont imbibées  
d'autoritarisme.**

(roga) - Fin des spéculations autour des contenus et des structures de la future université grand-ducale. Fort de 60 articles, le projet de loi a été mis voté dans l'enceinte du minuscule ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, avec un appui externe bien plus basé sur de sélectes consultants étrangers que sur les gens du terrain.

## Dictateur-recteur

Deux compromis de taille ont été recherchés par le gouvernement. D'abord, celui de caser sous un même toit trois niveaux différents: des formations à caractère fondamental ou académique sanctionnées par un master académique – ceci surtout dans les domaines juri-



## BIOCIDES

**Enfin: un cadre législatif pour certains produits de protection et de conservation utilisés dans les ménages. Pourrons-nous maintenant nettoyer nos salles de bain ou protéger les meubles de jardin la paix dans l'âme?**

(rw) – Chaque ménagère connaît les bienfaits de l'eau de Javel", a déclaré le député libéral et médecin Marco Schroell, mardi sur la tribune de la Chambre. Moins de gens connaissent les risques pour la santé et pour l'environnement de ce désinfectant utilisé dans les ménages, qui fait partie des innombrables produits biologiquement actifs, classés sous le nom de biocides. Une directive de 1998 qui avait fixé un cadre législatif pour l'utilisation de ces substances aurait dû être transposée en 2000. Avec deux ans de retard, le Luxembourg vient de faire ses devoirs en votant le projet de loi relatif aux biocides.

## Produits à moindres risques?

Tout le monde n'était pourtant pas aussi enthousiaste que M. Schreoll lors de la discussion en plénière. Ainsi les autorités des Etats membres doivent établir un dossier et évaluer ses risques pour chaque substance biocide lancée sur le marché, de sorte à créer une liste positive valable pour toute l'Union. Jean-Marie Haldorsen (CSV) a déploré qu'à Luxembourg, les ressources personnelles du ministère de la

dique, économique, scientifique et technique -, des formations à caractère professionnel, sanctionnées par un master professionnel - celles-ci correspondant essentiellement aux formations actuellement dispensées à l'IST, à l'ISERP et à l'IEES - et enfin des centres interdisciplinaires censés devenir des "centres d'excellence" au sein desquels se développeront un enseignement et une recherche interdisciplinaires à la pointe de l'excellence universitaire internationale. Deuxième compromis: celui entre la liberté de l'enseignement et de la recherche, issue de la tradition universitaire occidentale, et le droit de regard du principal bailleur de fonds, à savoir l'Etat luxembourgeois.

Si le premier compromis semble avoir été résolu d'une façon plutôt satisfaisante – avec toutes les dispositions transitoires pittoresques typiques de ce genre de projets de loi – par contre la question des structures dirigeantes de l'établissement public fera sourciller d'aucun-e-s. D'abord, le zeppelin planant au-dessus de la mêlée: un "conseil de gouvernance" qui "arrêtera la politique générale et les choix stratégiques de l'Université et exerce le contrôle sur les activités de l'Université". Les sept coryphées de ce comité de sages, extérieurs aux structures de gestion de l'établissement, seront choisis par le gouvernement en fonction de leur compétence en la matière.

Ce conseil de gouvernance nomme le recteur ou la rectrice, après consultation seulement de l'organe représentatif des acteurs de l'université. Cet organe représentatif sera un "conseil universitaire" composé de dix-huit membres, dont neuf en-

seignant-e-s-chercheur-se-s, trois étudiant-e-s, quatre représentant-e-s du personnel technique et scientifique et les deux directeurs-ices des centres interdisciplinaires. Ceci semble empli d'un esprit très co-gestionnaire, mais si l'on regarde de plus près les attributions des trois organes de gestion, force est de constater que le recteur ou la rectrice est une sorte de "Hannibal Rector", qui avec ses sept éléphants du conseil de gouvernance risque d'écraser les petits légionnaires fourmillant dans les facultés et centres interdisciplinaires. Tandis que "Hannibal" préside, nomme, élabore, affecte, décide et est gardien du sceau de l'université, le conseil universitaire émet surtout des avis ou soumet des propositions. D'ailleurs il ne se réunit que sur invitation du recteur ou de la rectrice.

Il n'est donc pas surprenant que l'AECS – l'association des enseignant-e-s et chercheur-se-s de la future université – se demande si ce ne sont pas la méfiance et l'autoritarisme qui constituent les fondements de l'université de Luxembourg. Certes, le passé récent plutôt chaotique du Cunlun a pu amener le gouverneur à vouloir déléguer un-e général-e à poigne pour aplanir les ondulations des chercheur-se-s – présenté-e-s comme une sorte d'artistes individualistes. Les noms de ceux et celles pressenti-e-s pour occuper les postes-clés durant la phase de transition n'étant un secret pour personne, on reste à se demander comment la nouvelle université, fondée sur l'autoritarisme et la méfiance, réussirait à échapper aux dysfonctionnements du passé.

"Comment se fait-il", a demandé Huss, "que des produits interdits dans l'agriculture soient autorisés pour l'utilisation dans les ménages?" Et de critiquer que les autorisations pour les nouveaux biocides ont une validité maximale de dix ans. Ce qui vaut d'ailleurs aussi pour ceux se trouvant déjà sur le marché. Le seul véritable adepte de la nouvelle loi fut Alexandre Krieps, également médecin et député libéral: pour lui, les biocides engendreraient essentiellement des symptômes tels que l'hypochondrie, et chaque individu serait libre de décider s'il veut faire régulièrement sa toilette ou vivre avec des poux.

Aux interventions plus fondées, le ministre Carlo Wagner a répondu que c'est la directive elle-même qui prévoit d'un côté la procédure simplifiée pour les produits "à moindre risque" et de l'autre la durée transitoire de dix ans. D'ailleurs, avec le temps qui s'est déjà écoulé depuis l'introduction de la directive, il ne s'agirait plus que de sept ans et demi. La question reste cependant posée si le Luxembourg n'aurait pas pu aller au-delà des normes posées par la directive et se donner un cadre plus strict. Au vu de la gravité de certains risques de santé ou de pollution engendrés par les biocides, la directive semble en tout cas beaucoup trop laxiste.

## Expulsions, respect de la loi et humanité

Les attaques contre la politique d'expulsion du gouvernement continuent à travers de nombreux courriers de lecteurs et lectrices. Des enseignant-e-s qui ont été confronté-e-s à ce type de "disparitions" écrivent: "Comment expliquer désormais à nos enfants le mot humanisme? ... Un état de droit démocratique doit-il renoncer aux principes élémentaires d'humanité pour appliquer ses lois?" Le ministre de la justice, Luc Frieden, dans une interview avec "La Voix", se défend: "... il n'est pas facile pour moi de renvoyer ces gens, notamment lorsqu'il s'agit de familles." Mais ce serait "le dernier moyen de faire respecter la loi et d'empêcher que des personnes abusent du droit d'asile".

Le ministre indique également que des personnes se soustraient aux expulsions. Y aura-t-il des militant-e-s pro-réfugié-e-s pour aider ces personnes à se cacher? L'Etat essayera-t-il de poursuivre de tels actes de désobéissance civile? Le procès du Findel a montré qu'il n'est pas facile de faire condamner - publiquement et juridiquement - des actes illégaux à première vue, mais légitimés par des principes supérieurs. Jusqu'où Luc Frieden sera-t-il prêt à aller?

## PISA: Debatte am Null-Niveau

Auf Null-Niveau angelangt ist die parlamentarische Erziehungskommission in ihrem Bemühen, die Orientierungsdebatte zum Thema "PISA, und was nun?" gewinnbringend vorzubereiten. Genau ein Jahr ist es her, dass die von den Grünen vorgeschlagene Orientierungsdebatte auf der Tagesordnung des Ausschusses steht. Nach zwei Hearings Ende April und der mangelnden Bereitschaft der Majorität, einen Bericht zu verfassen, einigte man sich auf einen sogenannten "débât d'orientation sans rapport". Wenigstens sollte es aber zu einer gemeinsamen Motion sämtlicher Fraktionen für die Debatte Ende Januar kommen. Alle Fraktionen waren aufgefordert, ihre konsensträchtigen Vorschläge einzubringen. LSAP und ADR winkten ab, lediglich Déi Gréng brachten einen umfangreichen Katalog von Vorschlägen ein. Gestern nun präsentierte die CSV-DP-Majorität ihre vermeintlichen Konsensvorschläge, die bei der Opposition allerdings nur Spott und Entrüstung hervorriefen. Aktives Nichtstun und weiter mit Basics & Co. as usual - so lässt sich die Motion der Majorität resümieren. Die Opposition zeigte sich einhellig darüber aufgebracht, dass die Regierung und ihr parlamentarischer Arm sich nicht einmal zu einer Nullplus-Lösung zu dem PISA-Debakel aufraffen konnten.

## Nato-Bomben mit Langzeitwirkung

Das Nato-Bombardement auf Jugoslawien während des Kosovo-Konflikts hat nicht nur mehrere hundert Menschenleben gefordert, sondern zu langfristigen Umweltschäden in der Region geführt. Dies ergab eine Untersuchung des Washingtoner Institute for Energy and Environmental Research (IEER). Durch die zielgenaue Zerstörung von Industrieanlagen in der Nähe von Belgrad im April 1999 seien zwar kaum Zivilisten zu Schaden gekommen, meldet das IEER, die Bomben zerstörten jedoch Fabriken und Treibstofftanks. Dadurch traten allein in der an der Donau gelegenen Stadt Pancevo tausende Tonnen des krebserregenden Vinylchlorids, des hochgiftigen Quecksilbers und des atemwegreizenden Ammoniak aus. Hinzu kamen rund 85.000 Tonnen Öl. Dabei wurde nicht nur der Boden, sondern auch das Grundwasser verseucht. Die Umweltschäden werden die Gesundheit der Bevölkerung noch jahrelang gefährden, heißt es in dem Bericht des Instituts, das mit Blick auf einen möglichen Krieg gegen den Irak davor warnt, dass auch eine "präzise Zielfindung" nicht vor unkontrollierbaren Schäden schützen, die im Nato-Jargon gerne als "Kollateralschäden" abgetan werden.

